

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2018

Volume XIX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

**2017, ENTRE ISOLATIONNISME AMÉRICAIN
ET EXPANSIONNISME CHINOIS**

PAR

FRANÇOISE NICOLAS (*)

Alors qu'il est désormais acquis que la Chine deviendra dans un avenir proche la première puissance économique au monde, à en croire certaines estimations, pas moins de quatre autres économies asiatiques, dont l'Inde et l'Indonésie, devraient également compter parmi les dix premières. Selon un rapport du CEBR (1), grâce à sa forte croissance économique (supérieure à celle de la Chine au cours des deux dernières années), l'Inde devrait accéder à la 5^e place en 2018. L'Indonésie pourrait quant à elle occuper la 6^e place une dizaine d'années plus tard. Même si ces chiffres sont sujets à caution, ils reflètent incontestablement la poursuite d'une tendance lourde, amorcée depuis quelques années, mais qui, inexorablement, se confirme.

Le recentrage en cours de l'économie mondiale, avec un glissement du centre de gravité de l'hémisphère occidental vers l'Asie, ne devrait plus surprendre, mais au-delà de l'évolution des rapports de force strictement économiques, un fait nouveau est intervenu au début de 2017, qui donne au rééquilibrage de l'économie mondiale une nouvelle dimension. Cet événement, c'est l'élection aux Etats-Unis d'un Président qui, imputant à la mondialisation la responsabilité de toutes les difficultés économiques du pays, a choisi de mettre, tout naturellement, la défense des intérêts de ses citoyens en tête de ses priorités, mais, chose plus étonnante, de le faire en optant pour une stratégie de repli et en renonçant en grande partie à son rôle de *leader* de l'ordre libéral. De manière concrète, l'année 2017 a vu les Etats-Unis adopter une posture proche de l'isolationnisme, à laquelle ils avaient renoncé depuis longtemps.

Il est vrai que, sur certains dossiers, (relations avec la Chine, le Canada, le Mexique ou la Corée du Sud), les mesures prises jusque-là par le président Trump restent en deçà des annonces tonitruantes faites pendant la campagne pour rendre son honneur et sa grandeur au pays. Ainsi, la Chine n'a pas été désignée dès le premier jour comme « manipulatrice de sa monnaie », de même les accords de libre-échange passés avec le Canada et le Mexique d'une part et la Corée du Sud d'autre part n'ont

(*) Directrice du Centre Asie de l'Institut français de relations internationales (IFRI, France).

(1) Center for Economics and Business Research, World Economic League Table, 2018.

pas été purement et simplement dénoncés, comme le candidat Trump avait menacé de le faire, mais sont simplement en cours de renégociation. Deux promesses de campagne, non des moindres, ont en revanche été tenues : le retrait de l'Accord de Paris sur le climat et l'abandon du Partenariat transpacifique (TPP). Or ces deux décisions pourraient bien ouvrir une ère fondamentalement nouvelle pour l'ordre international, dans laquelle les Etats-Unis ne joueraient plus qu'un rôle marginal.

En effet, l'aboutissement de la négociation sur le TPP – et de celle sur le Partenariat transatlantique, désigné sous l'acronyme TTIP (2) – aurait eu de grandes chances de déboucher sur des règles du jeu arrêtées prioritairement par les puissances commerciales occidentales et ayant vocation à s'imposer au reste du monde – y compris à la Chine. En se retirant du TPP, les Etats-Unis renoncent à cette ambition, mais ils laissent surtout le champ libre aux nouvelles puissances émergentes, en particulier à la première d'entre elles, la Chine, qui n'attendait pas mieux.

Depuis la crise financière globale de 2008, qui avait vu les Etats-Unis en grande difficulté et, avec eux, la supériorité du modèle économique libéral battue en brèche, la confiance en eux des dirigeants chinois n'a cessé de croître. La perte de confiance dans le système libéral, la prise de conscience des errements et dysfonctionnements auxquels il pouvait conduire l'ont en partie délégitimé, alors qu'en parallèle l'économie chinoise émergeait comme une puissance de plus en plus solide. C'est fort de cette toute nouvelle confiance dans la puissance du pays que le Président Xi Jinping a lancé en 2013 l'initiative « Une ceinture, une Route » (« One Belt, One Road » ou OBOR), généralement désignée en Occident comme le projet des « Nouvelles routes de la Soie ». Il ne fait guère de doute que la Chine cherche désormais à mettre sa puissance économique au service d'ambitions politiques, mais, ce faisant, elle s'affiche de plus en plus clairement comme le nouveau *leader* potentiel. La place laissée vacante par les Etats-Unis lui rend la tâche encore plus facile.

A cet égard, le discours du président chinois Xi Jinping au Forum économique mondial de Davos en février 2017 apparaît comme le symbole de cette inversion paradoxale des rôles, la Chine s'érigeant en héraut de la mondialisation et en défenseur du libre-échange, fustigeant la posture protectionniste des Etats-Unis. Il ne faut évidemment pas s'y tromper et l'écart demeure important entre la rhétorique et la réalité, entre les mots et les actes. La Chine continue de se comporter elle-même de manière extrêmement protectionniste – en subventionnant ses entreprises et en maintenant de nombreux obstacles à l'accès des entreprises étrangères au marché chinois – ; elle est d'ailleurs encore régulièrement condamnée par l'Organe de règlements des différends de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour atteintes aux règles qu'elle s'était pourtant

(2) Transatlantic Trade and Investment Partnership ou encore Transatlantic Free Trade Agreement (TAFTA).

engagée à respecter en adhérant à l'institution en 2001. Il reste qu'en termes d'affichage et de diplomatie publique, c'est aujourd'hui la Chine qui apparaît de plus en plus clairement comme le *leader* de l'économie mondiale.

Ce n'est pas un hasard si l'initiative chinoise des « Nouvelles routes de la Soie » est poussée avec de plus en plus de confiance par le pouvoir de Pékin au moment où les Etats-Unis se replient sur eux-mêmes. La Chine cherche à l'évidence à combler le vide créé. Depuis qu'il a été lancé en 2013, le projet, initialement flou, s'est précisé. Au-delà de l'objectif officiel de développement des échanges – quelle qu'en soit la nature – entre la Chine et l'Europe – la fameuse « connectivité » –, le projet s'est élargi pour englober désormais l'ensemble du monde (3). Il est aussi clairement assumé comme étant une véritable initiative géo-économique : il s'agit en effet à la fois de mettre la puissance économique de la Chine au service des intérêts politiques du pays mais aussi, à travers ce projet politique, de renforcer les bases du développement économique. Jusque-là, si la Chine répugne, tout au moins officiellement, à parler d'un modèle chinois qu'il conviendrait d'exporter – elle n'a d'ailleurs jamais repris à son compte par exemple le concept de « consensus de Pékin » élaboré par l'économiste américain Joshua Cooper Ramo (4), qui y voyait une alternative au « Consensus de Washington » –, elle préfère parler de « solution chinoise » ou encore de « sagesse chinoise » ; il n'en demeure pas moins que sa volonté de marquer de son empreinte l'ordre mondial est bel et bien réelle et l'initiative des Routes de la Soie doit sans doute aussi être lue comme un projet de gouvernance mondiale.

Pour autant les jeux ne sont peut-être pas encore faits, les obstacles seront nombreux sur ces fameuses Routes de la Soie, ne serait-ce que parce que l'ampleur de l'ambition la rend par définition délicate à mettre en œuvre. De plus, la sécurité est un problème qui ne peut être négligé et qui pourrait entraver le déploiement du projet. Enfin, les financements nécessaires à sa réalisation sont colossaux et, si ce peut être parfois le cas, la capacité de la Chine à récupérer sa mise en prenant le contrôle des ressources de certains pays par exemple pourrait être limitée dans d'autres. La partie n'est donc pas gagnée, mais le jeu a profondément changé.

Face à ces nouveaux équilibres, la question est aujourd'hui posée de savoir comment évolueront l'ordre mondial et sa gouvernance. Les deux articles de la rubrique apportent des éclairages complémentaires sur ces nouveaux équilibres et les questions qu'ils suscitent. Dans le premier, Jean-Raphaël Chaponnière s'interroge sur les dynamiques qui sous-tendent et infléchissent la mondialisation et sur les implications que pourrait avoir la modification de la hiérarchie économique pour la gouvernance de la

(3) La liste initiale des pays concernés est passée de 65 à plus d'une centaine.

(4) Joshua Cooper RAMO, « The Beijing Consensus: notes on the new physics of Chinese power », Foreign Policy Centre, Londres, 2004.

mondialisation. Son analyse de la stratégie chinoise le conduit à émettre des doutes quant à la capacité de ce pays à reprendre le rôle de *leader* abandonné par les Etats-Unis.

Dans le second, Sebastian Santander place la focale sur un nouveau champ d'affrontement entre nouvelles puissances émergentes : l'Afrique. Son analyse, qui ne se concentre pas exclusivement sur la Chine mais couvre également les autres membres du groupe des BRICS (5), remet en question l'idée selon laquelle le décentrage du monde déboucherait sur une gouvernance du monde fondamentalement plus favorable aux pays les plus démunis.

Le rééquilibrage en cours des forces en présence ne semble pas encore en passe de déboucher sur une réorganisation durable de la gouvernance de l'économie mondiale.

(5) Groupe de pays formé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud.